

I. Le mouvement féministe au Canada au XXe siècle

Le mouvement féministe au Québec connaît une longue histoire. Les changements les plus marquants se sont faits surtout au long de la deuxième moitié du vingtième siècle, notamment dans les années 70 où les femmes enchaînent des succès. Mais il faut admettre que les bases ont été posées plus tôt.

En général on peut diviser le XXème siècle en quatre grandes vagues du féminisme. La première serait du début des années 1900 à la fin de la Première Guerre mondiale ce qui est la période des luttes pour le droit de vote. La deuxième se développant autour de la Deuxième Guerre mondiale est marquée par un début pour les luttes syndicales des Québécoises. La troisième atteignant son sommet dans les années 1960 – 70, c'est la période où les femmes commencent à s'organiser de façon autonome et le mouvement féministe est au sommet de sa gloire. La quatrième est répartie des années 80 à nos jours c'est une période où on s'habitue à des nouvelles règles sociales et linguistiques.

Hubertine Auclert écrivait en 1899 :

« L'omission du féminin dans le dictionnaire contribue, plus qu'on le croit, à l'omission du féminin dans le code (côté des droits). L'émancipation par le langage ne doit pas être dédaignée. N'est-ce pas à force de prononcer certains mots qu'on finit par en accepter le sens qui tout d'abord heurtait ? La féminisation de la langue est urgente, puisque pour exprimer la qualité que quelques droits conquis donnent à la femme, il n'y a pas de mots [...] En mettant au point la langue, on rectifie les usages dans le sens de l'égalité des deux sexes. La féminisation initiale est celle de la langue, car le féminin non distinctement établi sera toujours absorbé par le masculin. »¹

Une des premières militantes du siècle précédent était Marie Lacoste-Gérin-Lajoie qui a publié en 1902 un *Traité du droit usuel*. Il s'agit d'un manuel de droit civil et constitutionnel s'adressant en particulier aux femmes. En cette même année, Anne Greenup fonde avec six autres femmes *The Coloured Women's Club of Montréal*. C'est la plus ancienne organisation des femmes de couleur au Canada qui venait en aide aux familles qui se trouvaient dans les difficultés.

Une des premières journalistes au Québec, connue sous le pseudonyme Françoise, Robertine Barry collabore avec le journal *La Patrie* où elle s'occupait de la première page féminine. Elle fonde son propre magazine, *Le journal de Françoise* qui paraît régulièrement jusqu'à 1909. Avant-gardiste, *« Françoise approuve sans équivoque — et elle fut sans doute la première à le faire au Québec — la décision de nombre de femmes et de jeunes filles de ne plus vivre au crochet de leur époux ou de leur famille et de quitter le foyer pour gagner elles-mêmes ce dont elles ont besoin pour vivre. »²*

L'année 1907 est marquée par la fondation de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste. Elle était fondée par deux femmes. Déjà mentionné Marie Gérin-Lajoie et Caroline Béique. Elles ont créé la première organisation francophone catholique. *« La fédération ouvre malgré tout la voie à la libération*

¹ *Le Radical* (18 avril 1898), in Taïeb (1968).

² Aurélien Boivin et Kenneth Landry, *Françoise et Madeleine, pionnières du journalisme féminin au Québec*, Atlantis, vol. 4, n°1, automne 1978, p. 65 cité in : Isabelle Boisclair, *L'Édition féministe au Québec : les éditions de la Pleine Lune et les éditions du Remue-Ménage 1975 – 1990*, sept. 1994, Mémoire de maîtrise présenté à l'Université de Sherbrooke.

*des femmes sur le plan politique et juridique, en menant des luttes importantes dans ces deux champs d'action. »*³

En 1909 les femmes gagnent une autre récompense de leur combat. La fille de Marie Lacoste-Gérin-Lajoie est la première diplômée de l'École d'enseignement supérieur pour jeunes filles. La même année l'Université McGill admet les premières femmes à la faculté de droit.

En 1912 le mouvement qui a pour bout d'obtenir le droit de vote pour les femmes, voit le jour. Il s'appelle Montréal Suffrage Association et à son origine figure la première femme professeur au Québec Carrie Derick.

A cette époque, une autre femme fait sensation. Il s'agit d'Eva Circé-Côté qui exprime ses idées de journaliste très fort dans ses chroniques sous un pseudonyme masculin. Elle y critique l'administration municipale, dénonce les injustices économiques et sociales, fait la promotion de la formation professionnelle pour les filles et les garçons, réclame le suffrage féminin, l'amélioration de la condition des femmes et fustige le racisme.⁴ C'est une femme qui a laissé une trace profonde dans la pensée québécoise.

En 1917 la *Loi des élections en temps de guerre* donne aux femmes ayant de la parenté de sexe masculin engagé dans la Grande Guerre le droit de voter. L'année suivante cette loi est développée et d'après le *Droit de vote des femmes au fédéral*, ce sont déjà toutes les canadiennes de race blanche sur lesquelles s'étend le droit de voter.

En 1921 les femmes francophones et anglophones se rassemblent autour de Marie Gérin-Lajoie et madame Walter Lyman et s'engagent dans la lutte pour le droit de vote des femmes au niveau provincial.

Ce sont des pas très importants, ces succès qui s'annoncent lentement encouragent les femmes à poursuivre leur combat. Le coup décisif vient le 18 octobre 1929. C'est la fin d'une polémique entre les juristes et les politiciens et qui durait depuis 1918. Le Comité judiciaire du Conseil privé de Londres décide que le mot « personne » dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, s'applique aux deux sexes. Cela signifie que depuis cette date-là les femmes peuvent être admises au Sénat.

L'Alliance canadienne pour le vote des femmes du Québec qui a été fondée en 1927 par Idola St-Jean, obtient finalement en 1940 ce qu'elle réclamait depuis les années auprès du premier ministre – le droit de vote pour toutes les Québécoises.

Les vingt prochaines années seront consacrées à la politique. Les femmes obtiennent les premières places dans la politique, elles réussissent à faire voter les lois proposées par elles. Grâce à ces efforts et au combat mené tous les jours par elles, le féminisme se développe. Les réussites dans la vie politique seront toujours très importantes mais au début des années 60 les femmes cherchent une autre facette de leur engagement. Elles se tournent vers l'art et commencent à chercher leur style. Elles sentent qu'il y a quelque chose différent dans l'écriture des femmes.

³ *L'Histoire des femmes au Québec*. Le Collectif Clio. Le Jour, 1992.

⁴ Lévesque, Andrée *Ces femmes qui ont bâti Montréal*, Remue-ménage, 1994, p. 148 – 149.

C'est en 1956 que le chroniqueur René de Chantal recommande l'emploi des titres de professions féminisés. Quatre ans plus tard la Société Radio-Canada conseille l'emploi des titres féminins. En 1977 Lise Payette devient la première femme au poste de ministre au Québec. Elle exige de se faire appeler « Madame la ministre ». Le terme fait vite partie du langage courant.

La révolution tranquille dans les années 60 a inspiré à beaucoup de femmes l'envie d'exprimer leurs opinions et elle a donné un nouveau coup de force au mouvement féministe.

C'est en fait dans les années 70 que le mouvement féministe prend de l'ampleur. Les femmes provoquent par leurs textes quelles trouvaient comme un bon moyen d'exprimer leur envie de changer les choses. La création de la revue *La Barre du jour* en 1968 était un des premiers pas qui ont ouvert le débat sur le rapport entre la femme et le langage. Une des cofondatrices de cette revue, Nicole Brossard, dit en 1978 : « *De quoi est née La Barre du Jour? D'une recherche de ce qui pourrait susciter une nouvelle écriture. D'une époque aussi, il faut le préciser, qui est encore et qui n'est plus tout à fait celle de Parti Pris. Parti Pris reposait sur le triptyque Indépendance, Socialisme, Laïcité. La laïcité est entrée dans les mœurs, le socialisme est devenu l'apanage de syndicalistes et de marxistes mais s'est développé chez les intellectuels sur la négation du désir. L'indépendance prise en charge par Parti québécois, que restait-il pour s'exprimer et vivre? L'écriture et le mouvement des femmes. A l'origine de la revue, en 1967, nous avons choisi la Barre pour signifier qu'une nouvelle littérature commençait qui n'était pas la littérature canadienne-française. La Barre du Jour entendait publier de jeunes auteurs et évacuer de nos textes le thème du pays.* »⁵

Pendant la rencontre internationale en 1975, Nicole Brossard avise le public qu'il y a une vraie différence entre l'écriture d'une femme et celle d'un homme. D'après elle, il est nécessaire d'explorer cette différence et de faire face au sexisme qui existe dans la langue depuis des siècles. Elle réclame aussi la venue du texte féminin qui serait d'après elle une écriture qui n'efface pas son origine, qui au contraire la tente et la creuse. C'est autour de cette revue qu'un mouvement puissant se forme et revendique les changements dans la langue aussi bien que dans l'écriture et dans la société. Il s'agit de Madeleine Gagnon, France Théoret, Louky Bersianik, Denise Boucher et Louise Cotnoir qui chacune à sa façon expriment clairement son opinion.

« *Parler au féminin, c'est à partir d'une langue appauvrie et presque inexistante, découvrir l'évident de l'expression quand il s'agit de la conjuguer avec le vécu. Il n'y a pas des mots pour dire la femme.* » déclare Louise Cotnoir.

Chacun de ces manifestes fait dévier de manière différente les codes de la langue. Louky Bersianik s'en prend à la grammaire et à la sémantique, Madeleine Gagnon et Denise Boucher dévoilent l'organisation sociale par une langue démasquée.

En 1971 est publié un premier numéro de *Québécoises deboutte!* D'autres revues féministes ont vu le jour après, *Les Têtes de pioche* (1976 – 1979) et *La Vie en rose* (1980 – 1987). En 1973 un ensemble

⁵ Nicole Brossard, *Une revue, des livres, un journal*, Magazine littéraire, n° 134, mars 1978, «Spécial Québec», p. 98.

des femmes artistes à Montréal fait ouvrir une galerie qui devient le premier centre d'exposition multidisciplinaire pour les femmes au Québec et au Canada.

Dans la préface de *l'Anthologie de la poésie des femmes au Québec des origines à nos jours*, Nicole Brossard et Lisette Girouard déclarent : « On prend appui sur le marxisme, sur la psychanalyse, sur le lesbianisme, sur la contre-culture pour débattre des priorités et de l'essence du féminisme. »⁶

Un collectif des militantes féministes, des travailleuses, des chômeuses et quelques comédiennes fonde un théâtre. C'est l'endroit où entre les années 1973 et 1981 les pièces de théâtre *Nous aurons les enfants que nous voulons*, prend position dans le débat sur la contraception et l'avortement et le deuxième, *Môman travaille pas, a trop d'ouvrage*, aborde la question du travail ménager.

En 1975 après plusieurs refus du livre de Marie Savard, elle décide de fonder sa propre maison d'édition. C'est ainsi que *Les Éditions de la Pleine Lune* ont été fondés.

« La maison sera un lieu de diffusion pour d'autres femmes auteures se trouvant dans la même position et éprouvant les mêmes difficultés à faire publier leur(s) manuscrit(s). »

Au Canada, la loi fédérale de 1977 sur les droits et libertés de la personne a été l'initiateur moral de la reconnaissance des droits des femmes. Cette loi a aussi influencé la langue. Dans les années 70 et 80, les travaux linguistiques ont tout d'abord porté sur la féminisation des titres. Marina Yagello, une linguiste, publie en 1978 une première étude détaillée en français sur la question de féminisation qu'elle nomme *Les mots et les femmes*. Cette même année l'Emploi et Immigration Canada fait sortir les premiers travaux sur la féminisation de professions. En 1979, le gouvernement du Québec publie un décret sur la féminisation dans la *Gazette officielle du Québec*. Il est vrai que le gouvernement québécois a su soutenir les femmes et il leur a aidé dans leurs démarches. Les femmes qui exigeaient les changements n'étaient pas confrontées aux préjugés autant que dans les autres pays.

« Nul n'ignore que l'intervention officielle de l'État au Québec a devancé de cinq ans celle du gouvernement français et que l'implantation de titres féminins y progresse plus rapidement qu'en France... Il convient de souligner, enfin, que le débat n'a pas donné lieu, au Québec, à des attaques méprisantes ou sarcastiques comme c'est le cas en France... »⁷

Un an plus tard, c'est-à-dire en 1980, apparaît le mot Madelle qui cherche à éviter que l'état civil d'une femme soit reconnu.

En 1981, la *Classification canadienne descriptive des professions* est complètement féminisée. En 1982, le Conseil du Trésor donne des instructions précises aux ministères et organismes fédéraux afin qu'ils éliminent les stéréotypes sexistes de leurs communications.

L'Office de la langue française réagit en 1985 par la publication du guide de rédaction non sexiste *Pour un genre à part entière*.

⁶ Nicole Brossard et Lisette Girouard, *Anthologie de la poésie des femmes au Québec des origines à nos jours*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 2003.

⁷ DUBUC, Robert. « La féminisation des titres », dans *C'est-à-dire...*, Montréal, vol. XII, n° 4, 1980, p. 1 et 2.

Le mouvement des féministes radicales perd son ampleur dans les années 90. En 1996 Denise Bombardier fait paraître son livre *La dérouté des sexes* où elle fait un bilan critique du féminisme radical.

Les changements sont sujets aux débats et pour la première fois une journaliste et traductrice Françoise Marois propose la création du collectif pluriel mixte *illes*. Nous sommes en 1987. Parce l'usage de ce néologisme n'a pas trouvé ses défenseurs, une nouvelle fois Céline Labrosse encourage l'emploi de *illes* dans son œuvre *Pour une grammaire non sexiste*. L'année de publication est 1996 et elle y propose aussi de nouvelles finales pour les adjectifs pluriels mixtes et souhaite rétablir la règle de proximité pour les accords d'adjectifs. Labrosse veut une réforme structurelle. Elle propose de remplacer les terminaisons du pluriel par la terminaison *-ez*. Elle demande également de supprimer les propositions discriminant les femmes, comme par exemple *avoir des couilles* et *rire dans sa barbe*.

La majuscule de féminisation fait son apparition en 1999 (les étudiantEs, les marchandEs, les citoyenNEs).

En 2005 l'Office québécois de la langue française publie le guide *Avoir bon genre*. Signe des temps, l'ouvrage d'une centaine de pages s'attarde particulièrement aux procédés de formulation neutre et de féminisation syntaxique.

On a pu déjà remarqué qu'il y a deux questions majeures pour les féministes. La langue et l'écriture. Dans le chapitre suivant on va traiter la question linguistique qui est d'un côté inséparable de la question littéraire mais on va l'aborder plus près du côté de la linguistique. Certainement il y avait la période de la transition quand les gens ont cherché à établir des règles. C'est là que l'Office québécois de la langue française a intervenu beaucoup. Dès le début ils cherchaient à diminuer le chaos que les gens utilisant la langue dans leur travail pouvaient ressentir. Aujourd'hui, grâce à l'Office québécois de la langue française, on peut facilement trouver les renseignements facilement.

La féminisation linguistique est composée de deux parties. La première est la féminisation syntactique. Même si on a choisi de la présenter en premier, il est vrai que le deuxième type de la féminisation – la féminisation lexicale est de plus ancien date. Déjà au Moyen-âge les femmes ont cherché à féminiser certains titres. Par exemple chez certains auteurs *un professeur* est devenu *une professeure, une professoressse, une professeuse*.